

« Mémoire de la Shoah et génocide à Gaza », Prof. Amos Goldberg, Université hébraïque de Jérusalem, 30.7.2025

Présentation

Bonsoir et bienvenue à *Eyes on Gaza*, notre rendez-vous quotidien qui mêle protestation et réflexion. Avant la conférence d'aujourd'hui, je souhaite attirer votre attention sur la Cisjordanie. Là-bas, un colon du nom de Yinon Levi a assassiné l'enseignant et militant pacifiste Awdah Hathaleen, du village d'Umm al-Khair. Levi est ensuite revenu sur les lieux pour exiger de l'armée qu'elle arrête la famille de la victime. Non seulement l'armée a procédé aux arrestations, mais elle est allée plus loin encore en détruisant, dès le lendemain, la tente de deuil érigée en sa mémoire. Ceux qui ont suivi nos conférences, notamment celle de Meiron Rapoport le 8 juillet, ne seront peut-être pas surpris. Mais on ne peut qu'être consterné d'apprendre que ce même colon, Yinon Levi, travaille comme sous-traitant de l'armée israélienne pour la démolition de maisons à Gaza. À partir de la semaine prochaine, nos séances incluront également des éclairages sur la Cisjordanie et sur les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de 1948, car ces luttes sont étroitement liées. Aujourd'hui toutefois, nous avons l'honneur d'accueillir le professeur Amos Goldberg, spécialiste de la Shoah et des génocides à l'Université hébraïque de Jérusalem, qui s'exprimera sur la mémoire de la Shoah et le génocide à Gaza. Son intervention durera huit à neuf minutes, suivies d'une courte discussion. Vous pouvez envoyer vos questions par écrit dans le chat ; je les lui lirai. Amos, merci d'être avec nous : la parole est à vous.

Intervention

Merci beaucoup. Je vais tenter de broser un rapide tableau historique pour comprendre comment nous en sommes arrivés là. Pendant des années, on a posé, à mon sens, une question absurde : que deviendra la mémoire de la Shoah lorsque disparaîtra le dernier survivant ? Comme si la mémoire dépendait uniquement des témoins. Comme si les Juifs n'avaient pas gardé en mémoire la destruction du Temple, les chrétiens la crucifixion de Jésus, ou d'autres peuples leurs propres traumatismes sans la présence de survivants vivants.

La véritable question aurait dû être : quelles seront les conséquences politiques lorsque disparaîtra la génération qui a directement vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, la bombe atomique, le nazisme et la Shoah ? Cette génération comprenait qu'il fallait que les systèmes politiques, juridiques et culturels, nationaux et internationaux, freinent les idéologies et pulsions destructrices pouvant mener à de telles catastrophes. Aujourd'hui, avec l'effacement de cette mémoire vivante, les forces des ténèbres resurgissent. Et, de façon effrayante, la mémoire de la Shoah ne les retient plus : elle les alimente, et parfois les encourage — notamment ici, dans la destruction de Gaza, et plus largement dans la *Nakba* continue imposée aux Palestiniens.

La première association de nombreux Israéliens — et particulièrement des rescapés du massacre du 7 octobre, qui se sont enfermés dans des abris pendant des heures, parfois plus d'une journée, sans pouvoir émettre un son — fut bien sûr celle de la Shoah. Mais ces analogies authentiques, enracinées dans l'imaginaire juif moderne, furent rapidement détournées en instruments politiques grossiers, destinés à amplifier la peur et à justifier une violence génocidaire contre Gaza. La formule souvent répétée, « le jour le plus meurtrier pour les Juifs depuis la Shoah », est peut-être factuellement exacte, mais elle induit une fausse continuité : comme si le rapport de forces entre les Juifs d'Europe et l'Allemagne nazie pouvait se comparer à celui entre Israël — l'une des armées les plus puissantes du monde — et le Hamas, retranché dans une enclave pauvre et assiégée. Comme si le mobile était le même : une idéologie antisémite meurtrière. Cette analogie occulte les causes politiques qui ont poussé le Hamas à mener son attaque criminelle et inexcusable.

Cette distorsion a été amplifiée par les dirigeants israéliens qui, tout en appelant à la destruction de Gaza, ont assimilé le Hamas, les Palestiniens de Cisjordanie, et parfois l'ensemble des Palestiniens, aux nazis — présentant la guerre comme une lutte des « enfants de la lumière » contre « les enfants des ténèbres », une guerre des Alliés contre l'Allemagne nazie. Ces messages furent repris par des responsables occidentaux, y compris le président américain de l'époque, Joe Biden. Point culminant de cette mise en scène victimaire : la délégation israélienne à l'ONU arborant l'étoile jaune lors d'une session du Conseil de sécurité, le 30 octobre, alors même qu'Israël bombardait Gaza à un rythme et avec une intensité sans précédent au XXI^e siècle, provoquant le mois le plus meurtrier pour les enfants de ce siècle. La déshumanisation des Palestiniens assimilés aux nazis a levé tout frein : contre les nazis, au nom de la prévention d'une « seconde Shoah », toute violence est jugée légitime.

Dès ses débuts, la mémoire de la Shoah en Occident — devenue dominante en Europe, aux États-Unis et au-delà à partir des années 1980-1990 — s'est nourrie de deux sentiments. Le premier, démocratique et universaliste, affirmait : nous nous souvenons pour défendre les droits humains, les valeurs démocratiques, et pour lutter contre le racisme. Le second relevait d'une empathie particulière envers les Juifs, victimes principales du nazisme et figures de l'« autre » ultime de l'Europe. Ces deux ressorts ont imprégné la mémoire de la Shoah d'une charge morale considérable. Mais leur tension était évidente : le premier est universel, le second particulariste. Et cette contradiction s'est cristallisée dans le rapport à Israël. D'un côté, Israël apparaissait comme la réponse juive légitime à la Shoah et aux siècles d'antisémitisme. De l'autre, elle s'imposait de plus en plus comme un État violemment accusé de violations graves des droits humains, au fonctionnement démocratique contesté.

Dans les années 1990, à l'époque des accords d'Oslo, Israël était encore perçue comme un pays en quête de paix, ce qui rendait la contradiction supportable. La rupture advint au début des années 2000, lors de la seconde Intifada et de la conférence mondiale contre le racisme de Durban, en Afrique du Sud, en septembre 2001. Israël y fut dénoncée non dans le langage de la Shoah, mais à travers le discours postcolonial émergent : un État colonial et colonisant. Le Forum des ONG la qualifia d'État d'apartheid, l'accusa de nettoyage ethnique, voire de génocide, et appela à des sanctions.

La réponse d'Israël fut d'accélérer la mondialisation de la mémoire de la Shoah. En 2005, à son initiative, l'ONU institua le 27 janvier, date de la libération d'Auschwitz par l'armée rouge, comme Journée internationale de commémoration. L'objectif, reconnu par son initiateur Ron Adam, alors délégué israélien à l'ONU, était explicite : offrir une alternative au discours palestinien qui, selon Israël, dominait les institutions de l'ONU. Dans le même temps, Israël s'employait à faire passer toute critique sévère de ses politiques ou du sionisme pour de l'antisémitisme. Ces démarches culminèrent en 2016, quand l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), regroupant 35 États majoritairement occidentaux, adopta une définition de l'antisémitisme assimilant en pratique la critique d'Israël et du sionisme à de l'antisémitisme. Son influence a été immense, encadrant le débat public dans tout l'Occident. Aujourd'hui, c'est l'instrument principal pour réprimer les mobilisations contre Israël et consolider le soutien à sa politique. Aux États-Unis, l'administration Trump s'en est même servie dans son combat contre les universités, dans un climat de dérive autoritaire. Ainsi, les trois pays où la mémoire de la Shoah a été la plus institutionnalisée et mondialisée — Israël, les États-Unis et l'Allemagne — sont aussi ceux qui sont le plus profondément impliqués dans le génocide de Gaza : Israël comme auteur, les États-Unis et l'Allemagne comme principaux soutiens. Il n'est donc pas étonnant qu'hier, 29 juillet 2025, le Brésil ait annoncé son retrait de l'IHRA, où il détenait le statut d'observateur.

L'exemple le plus frappant de cette absurdité morale reste sans doute le discours d'Antony Blinken, secrétaire d'État américain, en février 2022, au musée de la Shoah de Washington. Il y proclama que les États-Unis reconnaissaient le massacre des Rohingyas par l'armée birmane dans l'État d'Arakan comme un génocide. Blinken insista sur le choix symbolique du lieu : la mémoire de la Shoah, affirma-t-il, impose une responsabilité morale actuelle. Il cita l'Ukraine, la Chine et d'autres

atrocités d'État. Or, sans minimiser l'horreur du Myanmar, l'ampleur des destructions et des morts y paraît pâle face à ce qui se déroule à Gaza. Mais peut-on imaginer Blinken — ou quiconque — se rendre au musée de la Shoah pour déclarer, au nom de cette mémoire, qu'Israël commet un génocide à Gaza ? C'est l'inverse qui s'est produit. Le musée a publié plusieurs communiqués de soutien à Israël, mais n'a pas dit un mot sur Gaza.

Yad Vashem, l'institut israélien principal pour la mémoire et la recherche de la Shoah, est resté également muet — même lorsqu'il fut publiquement sollicité dès janvier 2024 pour signer une lettre condamnant la rhétorique génocidaire qui se répandait en Israël. Plusieurs d'entre nous ici l'ont signée. Yad Vashem a refusé. Et il y a deux jours, le 28 juillet, son président Dani Dayan a tenu des propos si choquants qu'il aurait mieux valu se taire. La mémoire de la Shoah, telle qu'elle s'est institutionnalisée dans le courant dominant israélien et en Occident, ne fait que renforcer la légitimité de la violence israélienne à ses propres yeux comme à ceux du monde. Combinée à la lutte contre l'antisémitisme, elle réduit tragiquement et honteusement au silence les protestations efficaces et alimente un soutien actif au génocide.